FINANCES PUBLIQUES
MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques 39
Section du Jura

DECLARATION LIMINAIRE
FS-CSAL 05 MARS 2024

Monsieur le Président,

La colère gronde partout en France, de la Creuse à Mayotte. Les raisons de la colère sont multiples mais elles ont toutes la même origine : les inégalités sociales.

Pendant ce temps, on remercie et félicite gentiment les personnels pour leur implication et leur professionnalisme. On leur annonce de misérables augmentations de rémunération, on leur accorde parcimonieusement quelques points d'indices au 1er janvier 2024 bien loin de compenser l'inflation, l'augmentation de 10 % des coûts de l'électricité et des mutuelles pour 2024 et bien d'autres augmentations qui détruiront petit à petit leur pouvoir d'achat…

Dans le contexte d'inflation et de décrochage des rémunérations, les agentes et les agents ne peuvent pas se satisfaire de simples compliments polis. Leur engagement, souligné tant par le directeur général sortant que par le directeur général par intérim mérite de la reconnaissance notamment salariale !

Les négociations indemnitaires engagées à la DGFiP ont repris le 29 janvier dernier, et notre
détermination à obtenir une reconnaissance indemnitaire à la hauteur des engagements des
personnels, est plus que jamais d'actualité.

Plus de 10 ans que notre régime indemnitaire n'a pas été sérieusement revalorisé ! Plus de 10 ans que les agent·es de la DGFIP et donc de la DDFIP 39 absorbent réformes en tout genre, applicatifs défaillants, manque d'autonomie et encadrement infantilisant !

Nous avons des raisons d'êtres inquiet.es quand on entend B Lemaire annoncer qu'il compte demander 10 Milliards d'économies immédiates à la seule Fonction publique d'État en raison d'une croissance économique moins vigoureuse que prévue.

Cela ne peut plus durer !

Devrons-nous, nous aussi, nous lancer dans des actions coup de poing pour espérer être écoutés?

Le 16 janvier dernier a été lancée la «grande» enquête de l'Observatoire Interne sous le slogan «en 2024, on se dit tout».Les agentes et les agents sont invité·es par ce canal à s'exprimer largement sur leur environnement professionnel, sur l'équilibre entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle, sur la reconnaissance au travail et sur la rémunération.

Vraiment, «on va tout se dire» ? Les agentes et les agents n'ont-ils pas déjà tout dit dans les enquêtes précédentes ? Souvenons-nous des résultats très dégradés de l'an passé : les journées des Finances Publiques organisées cet automne auront-elles suffi à calmer ce que vous appelez la « grogne » des personnels ? Suspense…
« On se dit tout », ok. Mais les agent.es voudraient surtout être entendus !!

Pression statistique, flicage permanent, ère glaciaire du point d'indice plutôt que gel, et des augmentations dérisoires, que les OS doivent négocier au forceps sous la menace : voilà des perspectives de carrière réjouissantes pour le peu de candidats qui se risque encore à passer les concours… La Centrale peut toujours se perdre en conjectures sur l'attractivité – ou plutôt la NON attractivité de la DGFIP ! Le bon sens résume le problème simplement : on n'attire pas des mouches avec du vinaigre… A bon entendeur !

A l'ordre du jour de cette Formation spécialisée figure un point sur les fiches de signalement transmises et un sur la nouvelle application Sign@lFip.
SFP39 espère que la lutte contre la discrimination – contre toutes les formes de discrimination- est un sujet prioritaire pour la DDFIP du Jura et que ce nouvel outil n'est pas qu'une machine à pondre des statistiques pour montrer à quel point tout va bien dans les services...
Il serait dommage que La Fontaine ait encore raison, et que « Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir »

A quelques jours de la journée de défense des droits des femmes, les agent.(es) savent qu'ils et elles pourront compter sur Solidaires Finances Publiques 39 pour veiller à ce que le traitement de chaque dossier soit sérieux, juste et équitable, quel que soit le genre, l'origine, l'état de santé… ou le grade de la personne concernée.